

Les socialistes en débat ?

Editorial [II]

Les socialistes en débat ?
par Jean Vogel

Mateo Alaluf [II]

Le débat au sein du PS n'est pas un débat politique

Lionel Jospin [V]

Le monde comme je le vois

Michel Rocard [VII]

PS français : la scission plutôt que la confusion

Jacques Généreux [XI]

Pour un socialisme fidèle et moderne

Mina Kaci [XVI]

Trois féministes pointent du doigt ...

Philippe Corcuff [XIX]

La gauche et les enjeux écologiques au XXIe siècle

ARTICuLATIONS

Dossier réalisation Jean Vogel

n° 26

Centre Socialiste d'Éducation Permanente

RPM Nivelles 0418.309.134.

rue de Charleroi, 47 - 1400 Nivelles

tél. : 067 /89 08 50 - 067 /21 94 68 - fax : 067 /21 00 97 - Courriel : infos@ceseep.be

Illustrations : V. univero, H. Cartier-Bresson, G. Büse, K. Röhrig, J. Mohr

Les socialistes en débat ?

Par Jean Vogel

Vers 1997-1998, la gauche s'est trouvée pour la première fois nettement à la direction des affaires au sein de l'Union européenne, puisqu'elle formait la majorité gouvernementale dans douze des quinze Etats membres d'alors. La gauche, c'est-à-dire avant tout les socialistes ou sociaux-démocrates, même si dans certains pays, comme la France, l'Italie et la Suède, ils bénéficiaient du soutien des verts et des néo-communistes. A l'époque, certains analystes parlaient de l'ouverture d'une nouvelle période historique qui allait être marquée par une rupture avec les orientations néo-libérales de la période précédente.

Il n'en a rien été. Tant au niveau de l'Europe que de la plupart des Etats aucune différence marquante de politique économique et sociale n'a signalé cette première historique. Et les conservateurs ont reconquis les positions perdues, surtout à travers la victoire de Berlusconi en 2001 et la défaite de Jospin en 2002. Aujourd'hui, il semble que le balancier politique soit à nouveau reparti vers la gauche. Le succès inattendu de Zapatero

aux élections espagnoles de 2004, suivi en 2005 par l'éclatante victoire de la gauche au Portugal, annonce probablement d'autres changements dans les années à venir.

Mais pour faire quoi ? Poursuivre, voire accentuer, l'adaptation des idées et des politiques de la gauche aux " contraintes incontournables " du marché et de la mondialisation ? C'est ce que propose le courant dominant du socialisme européen, désigné de plus en plus souvent par l'appellation de social-libéralisme et dont la troisième voie inlassablement prônée par Tony Blair est l'expression la plus quintessenciée. Maintenir le grand écart entre les idées traditionnelles de la social-démocratie et la pratique gouvernementale, en s'efforçant tout au plus de rendre le moins douloureux possible un cours des choses jugé irréversible ? Ou encore inventer autre chose, à la fois réellement moderne et réellement de gauche ?

Et comment trouver une synthèse entre ces orientations qui ne soit pas seulement verbale ? Pour y voir clair, il n'y a qu'une méthode : le débat politique.

En France, celui-ci fait rage au sein du PS. Il a été amplifié et exacerbé par la division du

parti entre partisans du oui et du non lors du référendum sur le projet de Constitution européenne. Mais par ses enjeux et ses implications, il dépasse de loin désormais cette question-là. Dans le SPD allemand, les oppositions internes ont débouché sur un niveau de tensions jamais vu depuis 1933.

La scission menée par son ancien président Oskar Lafontaine, avec la création d'un nouveau parti allié aux néo-communistes, n'a pas résorbé la crise. En Grande-Bretagne, l'image d'une unité monolithique du New Labour autour du projet de son chef charismatique commence à sérieusement se fissurer.

En revanche, en Belgique, il semble qu'il n'y ait " rien à signaler " sur le front d'un débat politique interne aux socialistes. Ce sont plutôt des conflits d'une autre nature qui accaparent l'attention. Comment l'expliquer ? Enfin, la gauche a-t-elle pris toute la mesure des implications radicales de questions " nouvelles " comme l'écologie et l'égalité entre les hommes et les femmes ?

C'est pour commencer à répondre à ces questions que nous avons réuni les pièces de ce dossier.

Entretien avec Mateo Alaluf

II

Le débat au sein du PS n'est pas un débat politique

Il n'y a pas longtemps, le journaliste Claude Demelene affirmait que le PS avec di Rupo à sa tête représentait une exception dans le paysage du socialisme européen, que c'était le parti le plus à gauche, le seul réellement intransigeant dans son opposition au néo-libéralisme. Est-ce que tu partages ce diagnostic ?

Je trouve que c'est un peu trop carré, un peu exagéré. Ceci dit, il est vrai que le PS francophone en Belgique entretient encore un rapport étroit avec son électorat populaire, ce qui me semble être un des enjeux essentiels de la social-démocratie aujourd'hui. A savoir : est-ce qu'elle reste ciblée sur un type d'électorat particulier dont elle représente les intérêts : les salariés, les allocataires sociaux, en gros les classes populaires ? Ou bien est-ce qu'elle se positionne sur des " valeurs " - des valeurs qui s'adresseraient à toute la société, à tous ceux qui les partageraient ? Auquel cas elle ne serait plus le défenseur des

salariés, des chômeurs, etc., mais se présenterait sur un programme auquel des gens de différentes couches sociales pourraient se rallier. C'est là l'enjeu de ce qu'on appelle le social-libéralisme, à savoir une orientation du type " blairiste ". De ce point de vue, le PS se différencie effectivement de la plupart des autres grands partis sociaux-démocrates en Europe qui participent au gouvernement. Mais cela ne veut pas dire qu'il se positionne sur une ligne de résistance au social-libéralisme prôné par les autres. Sur une question comme le financement de la sécurité sociale, par exemple, le PS est également d'avis de diversifier les formes de financement, de ne pas les laisser peser sur les seuls salaires. Question très importante, puisque, contrairement à ce que dit l'idéologie dominante, les cotisations sur le salaire ne sont pas une charge sur le travail, mais bien une charge sur le capital, et donc diversifier signifie une moindre charge sur le capital - quel que soit le type de diversification prônée.

Articulations

Entretien avec Mateo Alaluf

Ce sont des questions très importantes puisqu'elles touchent finalement à la question centrale de savoir comment se répartit la richesse entre les revenus du travail et ceux du capital, alors que nous subissons une tendance forte à l'augmentation de la part de la propriété et du capital par rapport à celle du travail. Sans doute, la position des socialistes n'est pas la même que celle des libéraux mais ils se situent néanmoins dans une même perspective qui veut " alléger les coûts du travail " et donc les revenus qui reviennent globalement au travail. Ce n'est donc pas un parti qui se place en opposition frontale ou en résistance forte au social-libéralisme mais c'est un parti qui reste lié aux intérêts des couches qui votent habituellement pour lui, ce qui n'est pas le cas des autres partis socialistes européens.

Y compris le SP-A flamand ?

Y compris le SP-A qui va désormais beaucoup plus dans le sens de la défense de valeurs d'ordre moral que des intérêts des couches populaires. Cela s'explique car c'est du côté francophone que les socialistes étaient majoritaires, qu'ils étaient le plus liés à leur électorat et c'est là qu'il leur coûterait le plus cher d'en divorcer. En Flandre, le poids des socialistes et leur capacité à encadrer la population étaient moindres que du côté wallon, et il y est plus facile d'accepter l'idée qu'ils peuvent se rallier, autour de questions morales, d'autres électorats et augmenter leur surface.

Quand Elio di Rupo est devenu président du parti en 1999, il a entrepris une opération de rénovation du parti. Est-ce que justement, au niveau des thèmes, cela ne s'est pas fait au nom des " valeurs " et de l'éthique plutôt que d'un retour au fondement sociologique du parti ? Et quelles en sont les implications sur le plan de l'organisation ?

La rénovation n'était pas une rénovation politique, elle ne visait pas à recentrer l'orientation politique. En parlant d'éthique, on parlait de celle des mandataires, de la manière de se comporter en politique, de faire de la politique, mais pas des idées politiques que l'on défend. Et donc cette rénovation n'a pas porté sur le fond. C'est en ce sens, d'une certaine manière, que di Rupo ne s'est pas rallié au néo-libéralisme, ce qui est le sens dans lequel se font de nos jours les réadaptations générales lorsqu'elles se produisent. Dans ce cas, ne pas se réadapter sur le fond signifiait rester fidèle à sa tradition. Mais, et on le voit bien avec ce qui se passe maintenant, cette rénovation reste très limitée. Pour plusieurs raisons. D'abord, pour un parti, se rénover pendant qu'il est au pouvoir est très difficile. Etre au pouvoir, c'est accéder à toute une série de postes, de fonctions, etc. et tout l'appareil, tous les cadres de ce parti participent à cette gestion des différents niveaux de pouvoir. Le PS est au pouvoir au niveau d'un grand nombre de communes, de la région, de la Communauté, du gouvernement fédéral et dans ces conditions l'entreprise de rénover les

cadres, le personnel politique, de chercher à faire de la politique selon un style différent est pratiquement impossible. C'est ce que di Rupo a tenté, il a essayé de pousser des jeunes cadres vers le haut mais dans un contexte de participation au gouvernement, ces jeunes ne se poussent pas tout seuls vers le haut, il fallait que lui les pousse. Il ne s'agit que de quelques personnes et ces personnes ne pouvaient que lui être redevables de leur carrière et donc ne pouvaient pas avoir une véritable autonomie politique. Il peut y avoir l'une ou l'autre exception, mais cela ne peut pas dépasser un nombre très, très limité, ce n'est pas de cette manière que l'on peut rénover globalement les cadres d'un parti.

Se trouver au pouvoir et vouloir rénover les cadres, c'est la quadrature du cercle. Di Rupo a un tout petit peu réussi à la résoudre, il y a plus de femmes, plus de jeunes qu'avant, mais ça ne pouvait pas aller très loin et on a bien vu que la poussée qu'il voulait induire ne s'est pas faite. Elle ne peut pas se faire artificiellement. De jeunes cadres peuvent être issus de mouvements sociaux ou être le fruit d'une opposition politique. Les partis s'usent au gouvernement et se régénèrent dans l'opposition.

Dès lors, on s'est trouvé dans une situation où le PS est au gouvernement et où le débat en son sein n'est pas un débat politique. Déjà, par tradition, le PS n'est pas un parti d'idéologues, historiquement le débat politique de fond en son sein n'a jamais été son point fort, et aujourd'hui c'est encore plus vrai qu'avant, débattre de politique est très, très difficile au sein du parti. Donc comme on ne débat pas de politique, d'une part, et que, d'autre part, il est très difficile de faire en sorte que de nouveaux cadres émergent, la question se règle devant la Justice. Ce à quoi on assiste aujourd'hui, c'est à une intervention de la Justice dans les fonctionnements de l'appareil socialiste. Pour être très caricatural, on pourrait dire que la technique " révolution culturelle " à la Mao visant à faire émerger de jeunes cadres s'est révélée impossible - cela a d'ailleurs été tout aussi difficile pour Mao Tsétoung en Chine ! - et qu'on se trouve désormais dans un schéma " procès de Moscou " où toute une génération de cadres et de militants se trouve renouvelée à travers des procédures judiciaires.

Dans le passé, dans les années 30 ou à la charnière des années 50-60, il y a eu néanmoins des clivages et des débats politiques et idéologiques au sein du PS, avec la constitution d'une opposition de gauche. De même, aujourd'hui, dans le PS français et le SPD allemand, on trouve une opposition de gauche. Pourquoi est-ce qu'en Belgique cela ne paraît même pas pensable ?

C'est pensable et, si ce n'est au sein du parti, ce débat existe au sein du monde socialiste entre la FGTB et le PS. On voit du côté syndical une résistance beaucoup plus forte au néo-libéralisme...

Articulations

Entretien avec Mateo Alaluf

Elle porte sur des mesures gouvernementales, pas sur une stratégie politique...

Elle porte sur des mesures gouvernementales qui concernent précisément les questions centrales du financement de la sécurité sociale, du vieillissement de la population et qui affectent la répartition du revenu national. Il y a dans ce contexte à la fois opposition et collaboration entre le PS et les syndicats. Je dis bien les syndicats, car les partis socialistes et en particulier les socialistes francophones sont devenus les seuls relais gouvernementaux possibles pour des politiques plus à gauche non seulement pour les syndicats socialistes mais aussi pour les chrétiens. Il y a d'ailleurs là presque un paradoxe : alors qu'entre la FGTB et le PS, la tension est forte car les syndicats socialistes trouvent que leurs revendications ne sont pas suffisamment prises en charge par le parti, on voit au contraire s'établir un rapport de plus en plus étroit entre les syndicats chrétiens et les socialistes francophones. L'ACV, fortement majoritaire en Flandre, trouve un relais politique auprès du PS francophone. C'est un phénomène politique nouveau de voir les 2 partis socialistes négocier directement avec les syndicats.

Mais, effectivement, au sein du PS ce débat n'existe pas dans la mesure précisément où di Rupo a occupé le terrain de gauche. C'est en ce sens qu'il a réussi à se renforcer électoralement, à récupérer pas mal de voix que le PS avait perdues au profit d'Ecolo, à regagner un électoral de gauche en se positionnant lui-même à gauche. Il s'est préservé sur sa gauche tout en occupant une très large part de l'échiquier politique. Dans un tel contexte, il y a peu de place pour une opposition interne. La seule opposition, qui est même forte, provient de situations internes un peu figées où des groupes cherchent à préserver leurs positions, les places qu'ils occupent. On voit même localement des scissions menées par des mandataires socialistes qui refusent la rénovation qu'on veut leur imposer. Mais ce n'est pas une opposition politique, il s'agit de féodalités locales qui n'acceptent pas l'émergence de nouveaux cadres parachutés. Cette opposition est beaucoup plus puissante qu'on ne le croit dans les fédérations wallonnes, notamment en Hainaut. Cette opposition pourrait d'ailleurs prendre le dessus, notamment si di Rupo ne convainquait pas aux élections locales, car elle est le fait de gens qui font des voix aux élections.

On donne parfois une traduction sociologique à cette opposition. Les vieux cadres viendraient de milieux populaires, ils ont fait leurs classes au PS qui a représenté pour eux un instrument de promotion sociale, alors que les jeunes n'ont pas la même origine populaire, ils sortent de l'université et ils se trouvent tout de suite propulsés à des fonctions de responsabilités.



Les partis s'usent au gouvernement et se régènèrent dans l'opposition.

Il est vrai que la plupart des anciens sont des gens issus de milieux populaires, même s'il ne faut pas généraliser abusivement. On le voit à travers les scandales sur les logements sociaux. Un certain nombre de personnes occupent des logements sociaux alors qu'ils ont des revenus aisés mais ils ne le voient pas comme un abus.

Ils disent " ici est notre milieu, c'est ici que nous sommes nés et ceux qui nous critiquent vivent dans les beaux quartiers, avec de belles villas ", etc. C'est un des aspects du problème mais on touche néanmoins à deux problèmes fondamentaux. D'abord, le fait de bénéficier de sa position à titre personnel, ce qui est injustifiable sur le plan des principes.

Même s'il ne s'agit que de petites différences de traitement, elles sont ressenties comme une grande injustice. Ensuite, cela remet en cause le système clientéliste dans ce qu'il a de pire. En soi, les permanences sociales se justifient, elles permettent de consacrer du temps aux problèmes des gens. Mais faire bénéficier de privilèges, ses amis, ses proches, ses enfants, ses neveux, ses cousins, ceux qu'on pense être ses électeurs, n'est pas acceptable. Le fait que les gens qui pratiquent ce système soient d'origine populaire n'est pas une justification.



Articulations

Le " credo " de Lionel Jospin

Le monde comme je le vois

par Lionel Jospin

L'ancien Premier ministre français Lionel Jospin avait annoncé son retrait de la politique active après sa défaite au premier tour des élections présidentielles de 2002. Il reste cependant, en France comme en Europe, une référence pour beaucoup de socialistes. De la place des religions à la crise de l'idée de progrès, de la nature de l'empire américain aux nouveaux défis du socialisme, Lionel Jospin dit sa part de vérité dans un livre qu'il vient de publier. Extraits

D'autre part, dire que les jeunes qui arrivent sont parachutés, sont des " bobos ", etc. n'est pas tout à fait vrai. Il est clair qu'à partir de l'exercice de fonctions politiques, étant plus modernes et plus jeunes, ils ont plus facilement un mode de vie bourgeois-bohème que les anciens. Mais cela ne veut pas dire qu'ils ne sont pas eux aussi issus de milieux populaires comme les précédents. Cela, étant jeunes, la socialisation qu'ils font de cette position est effectivement différente. Quant à dire qu'ils ont été plus longtemps à l'école, c'est le fait de toute la population. Ceux qui arrivent aujourd'hui à des positions de pouvoir ont été plus scolarisés que les précédents - ça veut dire qu'on a fait des progrès... Il est tout à l'honneur du mouvement socialiste dans le passé d'avoir permis à des personnes d'origine populaire d'occuper des postes importants, mais il est caricatural de dire que les nouveaux arrivés ne sont pas d'origine populaire. Il peut y avoir des oppositions en termes de style de vie.

A l'époque où Guy Spitaels était président du PS - il y a 15 ans - il a un jour déclaré " pour les 30 années à venir, l'enjeu fondamental et déterminant des socialistes est de préserver pour l'essentiel le système de sécurité sociale ". et il ajoutait : " dans cette mesure, le PS est d'abord un parti conservateur avant d'être un parti réformiste ", au sens où il veut conserver la sécu. Est-ce que c'est toujours vrai, à mi-course par rapport au délai de 30 ans ?

Je pense que c'est vrai et c'est là qu'il s'agit de voir si le PS colle toujours ou non à son électorat traditionnel. Dans ce qui se passe maintenant, on voit bien que le PS a mis toutes ses billes sur l'assurance-maladie. C'est le plus gros poste de dépenses, à partir duquel l'ensemble de la sécurité sociale pourrait être déstabilisée. Il n'empêche que l'on voit aujourd'hui un certain nombre de failles dans le système, y compris en matière d'assurance-maladie, avec une intervention de plus en plus accrue des assurés. Sur la question des pensions ; ils ont beaucoup plus de difficultés à tenir et c'est par là que la faille commence à s'élargir : la pension légale, socle du système des pensions, est de plus en plus affaiblie, le taux de remplacement a très considérablement diminué, on est à 31 % du salaire moyen, ce qui ouvre la porte à toutes les pensions complémentaires, à toutes les formes de financiarisation prônée par les néo-libéraux. Au fond, ce qu'a fait la sécurité sociale, c'est de permettre qu'une partie très considérable du revenu national échappe à la marchandisation. Ce ne sont pas les règles du marché qui déterminent les conditions de santé ou de retraite de la plupart des gens, mais ce sont d'autres mécanismes institutionnels qui précisément les protègent du marché. Aujourd'hui, la question est posée de savoir si l'on va remarchandiser l'ensemble des revenus du travail. La question de la sécurité sociale est au cœur de cet enjeu. Il s'agit à la fois de son financement, par quoi on finance ? et donc de la répartition des richesses, et de l'évaluation des prestations.

Propos recueillis par Jean Vogel

De la nouvelle " aristocratie "

L'un des traits les plus originaux de la période, dans le champ des structures sociales, et qui est aussi l'un des plus troublants, est l'émergence d'un nouveau groupe dominant. Bien qu'il soit d'un type récent, il tend à emprunter certains traits des anciennes aristocraties. [...]

Or le retournement opéré par cette nouvelle caste touche aux principes comme aux comportements. Sur le plan des principes, elle affirme le caractère fécond de l'inégalité. Elle n'entend pas protéger ses privilèges en se tenant prudemment sur la défensive. Elle est sûre de ses droits et elle en revendique de nouveaux. Pourquoi se prend-elle pour une aristocratie ? Parce qu'elle s'affirme d'une essence différente. D'où émerge-t-elle ? D'une alliance implicite entre des grands dirigeants d'entreprise, des financiers, des cadres élevés de l'industrie et des services, certains hauts fonctionnaires de l'Etat et des privilégiés des médias.

Tout en invoquant le modernisme et sous prétexte d'adaptation à l'époque, ce groupe opère un retour en arrière pour adopter une vision des rapports sociaux qui s'inspire d'un passé lointain, dans le sens où il distingue totalement son sort de celui des autres. Il est en quelque sorte le nouveau " groupe de prestige " (pour parler comme Max Weber) du monde moderne. Ce groupe enjoint aux autres catégories sociales de faire des sacrifices, au nom de la compétition mondiale ou de l'équilibre de l'économie, mais ne consent pour lui-même à aucun effort ou renoncement et ne conçoit même pas que la question se pose. Le discours des représentants de ce groupe nouveau oscille constamment entre l'insensibilité sociale et la bonne conscience idéologique.

Naturellement, ce groupe de privilégiés ne peut être simplement assimilé aux anciennes aristocraties : il ne fonde pas son essence distincte et ses droits particuliers sur le sang, le droit divin ou la tradition. Il ne méconnaît pas les privilèges de la naissance et d'aucuns savent cultiver leur généalogie, mais, dans le discours public, il se réclame avant tout de la rationalité économique et de l'" efficacité ". Bref, il a la raison pour lui. Méthodiquement il explique pourquoi les salariés doivent renoncer à tout excès d'espérance. Il faut inévitablement

V

Articulations

Le credo de Lionel Jospin

réduire les coûts de production face à la compétition mondiale et aux pays à bas salaires. Il faut réduire la taille de l'Etat-providence pour diminuer les frais généraux de la nation. Le tout, nécessairement, pesant sur les salaires, l'intensité du travail et la protection sociale de la masse des salariés petits et moyens. Bien sûr, il peut venir à l'esprit de demander à ces chantres du sacrifice ce qu'ils sont prêts, pour les besoins de la bataille économique, à concéder eux-mêmes : sur leurs profits, sur des salaires très élevés, sur leur propre temps de travail, sur leurs nombreux avantages secondaires, sur leurs retraites spectaculaires ou leurs indemnités fastueuses en cas de départ. Mais la rationalité économique a réponse à tout. On ne saurait toucher aux profits, imposer davantage le capital, limiter les salaires extravagants sans décourager les initiatives et paralyser les énergies créatrices, sans provoquer des désinvestissements et des délocalisations d'entreprises ou encore sans entraîner des fuites de cerveaux ou de talents. Des tentations aussi fâcheuses seraient antiéconomiques et nuiraient finalement à tous. Elles ne sauraient donc être envisagées.

Bien des membres des catégories professionnelles ou des milieux d'où émane ce nouveau groupe privilégié ont une conception de leur place et de leur rôle plus classique, moins avide et moins arrogante. Il n'empêche : ce groupe a une perception aiguë de ses intérêts. Si la conscience de classe s'est émoussée ailleurs, ce n'est pas le cas pour cette sorte de caste, qui mêle les habitudes de l'ancienne bourgeoisie et les réflexes neufs d'une couche conquérante. [...]

Cette nouvelle " aristocratie " sait aussi faire prendre en compte ses intérêts par d'autres. A la différence des pays où existent des groupes de presse autonomes qui tirent leur richesse et leur développement de leur métier lui-même, nombre de médias audiovisuels ou de la presse écrite sont possédés en France par de grands groupes industriels (Bouygues, Lagardère, Dassault...) ou bien ont ouvert largement leur capital à des groupes économiques ou financiers. On se doute que ces médias - au-delà des choix des journalistes eux-mêmes - sont globalement sensibles à l'idéologie et à la mentalité de ces milieux, et en diffusent largement les arguments dans le public. Ainsi, quand l'influence n'est pas directe, elle s'exerce par imprégnation et identification.

VI

Le progrès est-il possible ?

Contrairement à la présentation que l'on en fait souvent dans le monde des entreprises et le milieu patronal, le progrès ne se borne pas à la quantité de biens produits et échangés. Leur répartition compte tout autant. L'inégale distribution des revenus, les différences en matière d'habitat, d'éducation, de culture, de loisir et même de santé exigent, pour être appréciées, des indices plus complexes que le seul produit national brut, global ou par habitant. L'indice de bien-être durable (Ibed) permet de mesurer les performances économiques et sociales des diverses nations. Par exemple de constater qu'entre 1950 et 1992 le bien-être ainsi calculé progresse en Suède et recule en Grande-Bretagne. Le progrès concerne aussi la façon dont

sont produits les biens et services, c'est-à-dire les conditions et le temps de travail. On comprend pourquoi le patronat soutient - avec des arguments sur le strict terrain économique - qu'une déréglementation et une flexibilité accrue du travail mettent les entreprises en meilleure position pour affronter la compétition internationale, face aux pays à faible coût de main-d'œuvre. Ajuster le travail aux fluctuations de la production, aux demandes changeantes du marché, sans être empêché par une réglementation protectrice, donne de la réactivité et est source d'économie pour les comptes d'une entreprise. Mais, selon cette approche, les salariés sont considérés comme un facteur de production et non pas comme des personnes qui vivent de leur travail et avec ce travail qui fait partie de leur existence. La tendance des patrons à favoriser le travail précaire fait du contrat de travail à durée indéterminée un enjeu pour les travailleurs et un marqueur du type de relations sociales que nous voulons préserver. Le contrat de travail à durée indéterminée, généralement négocié dans un cadre collectif, instaure une relation stable entre le salarié et l'employeur. C'est seulement avec ce genre de relation durable que des droits sociaux sont garantis. Sur cette base assurée, le salarié peut asseoir sa vie familiale et sa vie sociale, et la projeter dans le temps, à l'abri des aléas. Défaire ce rapport stable, c'est imposer aux salariés une véritable régression, introduire un risque dans leur vie sans contrepartie de salaire ou de promotion professionnelle. Et l'on demande aux travailleurs d'accepter ce recul, alors que patrons et managers, loin de s'appliquer à eux-mêmes la culture du risque qu'ils professent, construisent à leur propre profit des mécanismes hautement protecteurs (ces fameux golden parachutes) en cas de changements dans la direction de leur entreprise. On comprend que le contraste entre le sort rendu précaire des uns et la situation préservée des autres crée un sentiment d'injustice croissant et qu'il dilue le sentiment d'appartenir à la même communauté. Une telle divergence des situations divise l'entreprise, et la nation.

Il est indispensable, pour la cohésion d'un pays comme le nôtre, qu'au sein de l'activité productive les bénéfices comme les sacrifices soient partagés. Les avantages à court terme que certains tirent de la déréglementation des relations du travail risquent de se payer plus tard et au prix fort. En France, les politiques néolibérales encouragées par les gouvernements conservateurs au nom de l'efficacité tapent à côté de la plaque, car elles ne se sont pas révélées efficaces. Pendant les années 1997-2002, la confiance et la croissance économique ont été rétablies parce qu'aucune catégorie n'était oubliée. C'est le contraire qui se passe en ce moment. Force est pourtant de constater que les assouplissements du droit du travail imposés par les gouvernements français d'aujourd'hui ne semblent pas apporter, sur trois ans, ne serait-ce que les premiers signes d'une confiance restaurée et d'un nouveau dynamisme des agents économiques. La consommation est atone et le chômage s'est accru. Loin de changer la politique suivie jusqu'ici, le nouveau gouvernement l'aggrave. Avec le contrat nouvelle embauche (CNE), qui permet, dans les entreprises de moins de vingt personnes, de licencier un nouveau salarié sans

Articulations

Le credo de Lionel Jospin

avoir à apporter de justification, c'est un pas supplémentaire qui est franchi dans la précarité du travail et un nouveau coup qui est porté au " modèle social français ". Ce même modèle que le président de la République prétend, par ailleurs, vouloir défendre dans les enceintes européennes. On voit ici un exemple de plus d'un discours sans aucun rapport avec les actes et une nouvelle preuve que la politique sociale - en l'espèce antisociale - se décide à Paris et non à Bruxelles.

Notre socialisme

Le socialisme n'a jamais été une doctrine figée, mais bien une aspiration et un mouvement. Une aspiration à un monde meilleur et un mouvement de transformation de la société. Le caractère non dogmatique du socialisme déçoit ceux qui ont besoin d'absolu. C'est pourtant lui qui a permis à ce courant de pensée de pouvoir affronter les formes inédites de la réalité historique.

Aujourd'hui, nous savons qu'il n'y a pas de fin de l'histoire, qu'il n'est ni nécessaire ni souhaitable de bâtir de toutes pièces un projet de société future, global et définitif. Il n'est pas davantage possible de chercher à dessiner l'avenir de l'humanité à l'avance. Plus qu'une doctrine, le socialisme est pour moi une vision éthique et une méthode politique.

La dimension éthique du socialisme concerne une certaine idée de l'homme, de sa dignité, de ses droits et de ses devoirs vis-à-vis des autres. La liberté est au cœur de la vision socialiste, mais l'individu ne peut s'accomplir pleinement seul, sans exercer sa liberté avec les autres, dans l'échange et la solidarité. Le combat collectif pour l'égalité, la défense des opprimés, le refus des fatalités de l'exploitation et de l'aliénation, le désir de progrès sont au cœur de la pensée et de l'action socialistes. Je crois aussi que tout individu est singulier, que les hommes peuvent s'entendre sans nécessairement être identiques. Le pluralisme et la tolérance font partie de nos valeurs. Les particularités culturelles, si elles sont compatibles avec les droits fondamentaux, n'ont pas à s'effacer au profit d'un modèle humain uniforme. La société n'a pas besoin d'être homogène, elle a besoin d'être juste et harmonieuse.

Je rattacherai volontiers à l'éthique notre responsabilité à l'égard de la nature et des générations à venir. Nous ne sommes pas seulement comptables de nos actes dans l'ordre social, économique ou politique. Nous transmettons le navire planétaire à nos descendants lointains. Cette responsabilité nous oblige à agir pour un développement durable et à nous situer désormais dans un temps beaucoup plus long, en dépit de la durée brève des mandats électifs.

La méthode politique du socialisme se fonde sur des réformes qui, progressivement, changent l'ordre des choses. Elle repose sur une volonté de transformation, mais n'ignore pas les héritages historiques, la réalité économique et la complexité du monde. Elle croit en la primauté du politique, en ce qu'il recherche le bien public.

D'où la nécessité pour les socialistes de développer largement l'information et le débat sur les raisons et les conséquences, à court terme et à long terme, des politiques conduites. L'amélioration de la vie démocratique, le dialogue avec les syndicats et les associations, la participation active des citoyens sont pour nous indispensables.

Le socialisme vivant aujourd'hui est le socialisme démocratique. C'est une pensée et un mouvement qui, historiquement hostiles au capitalisme, entendent faire prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers. Les socialistes luttent pour la liberté, la justice, la connaissance, le développement durable et la paix. Ils croient qu'il est possible pour les hommes de se gouverner eux-mêmes librement et de maîtriser leur destin. Voilà ce qui a conduit ma vie et ce qui la conduira.

Lionel Jospin, Le monde comme je le vois, Gallimard, 336 pages, 20 euros



Cette nouvelle "aristocratie" sait aussi faire prendre en compte ses intérêts par d'autres

Entretien avec Michel Rocard

PS français : la scission plutôt que la confusion

Il fut un temps où Michel Rocard incarnait, face à François Mitterrand, la "deuxième gauche", d'inspiration anti-étatiste et autogestionnaire. Dans le débat actuel entre les socialistes français, il prône une rupture définitive avec les gauchistes accusés d'avoir succombé aux "illusions" de l'altermondialisme. Même au prix d'une scission du PS...

Dans votre contribution au prochain congrès socialiste du Mans, vous réclamez une clarification. Un autre mot pour souhaiter la rupture entre socialistes ?

Il faut régler ce débat centenaire entre pseudo-marxistes et vrais réformistes. Entre les héritiers de Jaurès et les continuateurs de Guesde, cet idéologue marxiste qui n'avait sans doute même pas lu "le Capital"... Le PS comprend des néo-guesdistes, qui croient aux changements décrétés et aux protestations impuissantes, et des jaurésiens, qui savent qu'on ne peut avancer que dans le compromis concret. Nous vivons depuis 1905 dans cette confusion. Elle est devenue intenable depuis l'échec du référendum européen. Je n'ai pas la moindre indulgence envers la mondialisation ultralibérale. Je ne m'illusionne pas sur la faiblesse du dollar et la bulle économique américaine, et encore moins sur la cruauté sociale que génère le laisser-faire. Je pense qu'une crise mondiale nous guette. C'est justement pour cela que je suis européen, parce que l'Europe est le lieu de l'alternative réelle à l'ultralibéralisme. L'avoir affaiblie est absurde, voire criminel. Des socialistes ont participé à cette faute, par cynisme, par opportunisme ou en s'illusionnant. Cette fois, il faut trancher.

VIII

Trancher comment ?

Etre clairs dans nos têtes et dans nos textes. Il faut jeter à la poubelle ce patois marxiste qui fait écran à la réalité. Nos camarades européens l'ont fait avant nous, et de manière spectaculaire, flamboyante ! Ils ont bien plus influencé et amendé leur société que nous-mêmes. En 1932, les sociaux-démocrates suédois, tout juste arrivés au pouvoir, ont organisé un congrès de crise en constatant que leur programme nationalisateur et dirigiste était inopérant. Nos amis allemands ont organisé leur congrès de Bad Godesberg parce que leurs militants échappés d'Allemagne communiste les ont convaincus du primat de la liberté sur l'économie administrée. Felipe Gonzalez, juste après la mort de Franco, a mis en jeu sa carrière pour convaincre ses camarades qu'une ligne pseudo-marxiste les conduirait à l'échec.



" Nous sommes partisans de petites avancées, de petits progrès, de choses tenables "

Les socialistes français aussi ont accepté l'économie de marché...

Mais sans en tirer les conséquences. Sans le faire de manière argumentée, contradictoire, douloureuse, politique. Au congrès de Valence, en 1981, nous avons théorisé le "compromis social". Belle formule mais sans lendemain. Le tournant de la rigueur a été rebaptisé

Articulations

Entretien avec Michel Rocard

"parenthèse". Nous n'en sommes jamais vraiment sortis. Nous ne disons pas qui nous sommes: des sociaux-démocrates européens. Nous sommes du coup incapables de construire une perspective. C'est le moment de nous affirmer. Mais pour cela, il faut une volonté. Et un leader qui provoque, porte et argumente le changement.

Qui peut être ce leader ?

François Hollande, s'il le souhaite. Ou Dominique Strauss-Kahn. Ils devront s'entendre, se mettre d'accord pour que l'un d'eux mène la social-démocratie française à l'élection présidentielle. Peut-être un autre. Nous avons presque deux ans.

Lionel Jospin ?

C'est un ami. Un homme d'une droiture intellectuelle indéniable. Mais culturellement, ou politiquement, je ne le vois pas assumer l'aggiornamento idéologique du PS. Il aurait pu le faire quand il était aux commandes. Sa campagne présidentielle, jugée pas assez socialiste par certains, péchait surtout par absence d'innovation. Au surplus, je ne le vois pas en situation. Il a été pardonné par la quasi-totalité des militants socialistes, mais les électeurs de gauche lui en veulent encore d'avoir quitté la bataille en 2002. Son incursion dans le débat référendaire l'a confirmé. Lui-même a dû le constater.

Entre Hollande et Strauss-Kahn, la capacité de conviction, de pédagogie est-elle également partagée ?

Non. Mais je ne développerai pas. Les relations interpersonnelles sont le pire piège qui guette les politiques - particulièrement quand on évolue dans une démocratie d'opinion, sous l'œil des médias. Les journalistes aiment les guerres des chefs. Entre sociaux-démocrates, c'est la dernière chose dont nous ayons besoin. Gagnons ce congrès du Mans et résolvons notre débat interne. Ce qui est important, c'est de ne rien céder sur l'essentiel. Nous sommes sociaux-démocrates. Nous voulons construire en Europe un modèle économique et social fait de liberté, d'efficacité et de protection. Nous ne pensons pas que l'on puisse faire des réformes de structure rapides et définitives. Nous sommes partisans de petites avancées, de petits progrès, de choses tenables. Tout cela doit être affirmé dans nos textes de congrès. Le pire serait de rester dans la confusion.

La synthèse, voilà l'ennemie ?

Si la synthèse est une capitulation des guesdistes, pourquoi pas? Mais je n'y crois pas parce que j'estime mes adversaires. Je crois la démarche de Fabius profondément opportuniste. Mais Emmanuelli est un guesdiste sincère. Mélenchon, un intellectuel, presque un philosophe de la politique. Je ne mets pas leur honnêteté en doute. Et je ne minimise pas nos désaccords. Quand je lis les tenants du non à la Constitution européenne, je me rends compte à quel point des gens comme moi sont un boulet pour eux. Ils pensent que le choix de l'Europe est un piège qui nous entraîne dans le néolibéralisme en nous privant de nos leviers de commande. Ils croient au retour de la politique nationale. Je pense exactement le contraire. Au fond, nous devenons de jour en jour insupportables les uns aux autres. Nous nous paralysons mutuellement. Nous devons nous libérer.

Vous estimez vos contradicteurs mais vous ne pensez pas pouvoir rester dans le même parti qu'eux ...

Au terme du congrès, il y aura une minorité, qui devra se soumettre ou se démettre. Nous aurions dû sanctionner ceux qui transgressaient nos décisions collectives lors du référendum. Ceux qui l'ont empêché, y compris chez mes amis, ont commis une erreur tactique. Dorénavant, il faudra être ferme.

Et si Fabius et Mélenchon l'emportent, vous vous soumettez ?

Je ne serai pas seul, et les choses bougeront. Ce serait un tremblement de terre. Les sociaux-démocrates du PS devront parler avec les dirigeants de l'Internationale et du Parti socialiste européen, voir avec eux comment s'organiser. Il faudra peut-être envisager la création d'un nouveau parti. Ce n'est pas de la tactique mais quelque chose d'essentiel: les enjeux internationaux, l'Europe sont au cœur de notre politique.

Un PS qui assumerait son aggiornamento se couperait d'une énorme partie de la gauche, archéo ou néomarxiste, et farouchement "non-iste". Fabius et Mélenchon veulent justement éviter cette rupture ...

Le pari de Fabius est un calcul à court terme qui joue sur la peur de ces autres gauches et exagère leur influence. C'est la peur du qu'en-dira-t-on gauchiste.



Mais l'important est ce qu'elle va dire aux altermondialistes

Articulations

Entretien avec Michel Rocard

Ce qu'il ouvre comme perspective réelle, c'est de négocier les prochaines municipales avec Besancenot et Buffet. Nous risquons juste d'y perdre nos ancrages locaux... Le non l'a emporté parce que les Français voulaient sanctionner Chirac et parce que les socialistes n'ont pas dessiné une perspective européenne. Soyons clairs, et les citoyens qui veulent une vraie protection, une politique réelle nous suivront.

Ne sous-estimez-vous pas le poids politique de la gauche antilibérale ? La FSU, SUD, qui exerce une pression constante sur la CGT, la CGT elle-même plus les 30000 militants d'Attac, ce n'est pas rien ...

Comment peut-on être intelligent, participer à des cercles universitaires et créer Attac, ce monument de bêtise économique et politique ? Cela me sidère et me navre. Je vois évidemment d'où vient cette influence. Elle est liée au fétichisme marxiste et à l'inculture économique française. On n'enseigne pas l'économie réelle à nos enfants. Mais des enseignants adhèrent au fatras d'Attac... Il faut s'affirmer face à ces simplismes et ne plus les subir.

Des élus PS, et non des moindres, se retrouvent dans les thèses altermondialistes. Ségolène Royal, pourtant pro-oui, participe à l'université d'été d'Attac ...

Raison de plus pour être clair. S'il s'agit d'être courtois, évidemment, Ségolène doit parler aux gens d'Attac. Mais l'important est ce qu'elle dira aux altermondialistes.

Si l'on fait la moindre concession, alors on s'égaré et on se suicide. Et on ne résout pas les problèmes des gens. Quand il y a un conflit social, gauchistes comme populistes réclament toujours un peu plus, un peu trop pour être sûrs que ça ne marche pas. Au PS, Emmanuelli a préféré me casser les reins plutôt que me laisser affronter Chirac au nom du PS à la présidentielle de 1995. Vous vous rendez compte, j'aurais peut-être gagné. Quelle horreur!

Mais vous avez fréquenté ces gauchistes, vous avez mené des combats avec eux... Au moment de la guerre d'Algérie notamment. Vous étiez alors un minoritaire socialiste, opposé à la direction de votre parti. Aujourd'hui, d'autres socialistes, à leur tour alliés à l'extrême-gauche, vous reprochent de vous soumettre à la mondialisation libérale. Etes-vous passé du côté des capitulards ?

C'est une accusation aussi grave qu'infondée. La différence entre les gauchistes et les sociaux-démocrates est simple: nous, sociaux-démocrates, savons de quoi nous parlons. Dominique Strauss-Kahn, Pascal Lamy ou moi-même, nous connaissons la mondialisation. Nous savons ses ressorts, ses pièges, ses faiblesses, et nous savons comment l'amender, la faire évoluer. Ça a toujours été le cas: ce sont les sociaux-démocrates qui ont humanisé le capitalisme au temps des Trente Glorieuses - et qui ont, ce faisant, stabilisé l'économie mondiale. A l'époque de la guerre d'Algérie, la différence était la même. Les rapports sur la répression ou sur la torture venaient de nos rangs. Nous savions ce qu'était cette guerre. Les gauchistes qui nous accompagnaient fantasmaient sur la révolution mondiale qui allait naître des peuples colonisés. Nous étions simplement dans un combat juste.

Aujourd'hui comme hier, nous combattons en connaissance de cause.

**Propos recueillis par
Claude Askolovitch**

Articulations

Pour un socialisme fidèle et moderne

Pour un socialisme fidèle et moderne

par Jacques Généreux *

Depuis vingt ans, face aux mutations des sociétés capitalistes, la gauche se débat entre l'écueil d'une fidélité idéologique paralysante et celui d'une modernisation du discours et de l'action politique qui trahit les valeurs socialistes les plus essentielles. Seuls le modèle de la "troisième voie" et ses variantes ont tenté de théoriser une issue à ce dilemme. Mais cette "voie" est une impasse qui ne propose guère mieux que de remplacer une fidélité présumée archaïque par une trahison présumée moderne. Toute réflexion sur un projet socialiste au XXIe siècle doit en premier lieu reconnaître les erreurs de diagnostic et de stratégie qui ont fourvoyé une partie de la gauche européenne dans cette impasse.

Voici quelques années à peine, l'Europe était très largement gouvernée par les socialistes et les sociaux-démocrates. Or, durant cet intermède inédit, la gauche n'a pas fondamentalement détourné l'Europe de la route vers une société de marché libérale. Désormais, le monde est à nouveau gouverné à droite, et la gauche se trouve doublement défaite : battue dans les urnes, mais aussi sans doctrine claire, assumée et crédible. Après avoir abandonné sa visée révolutionnaire pour se transformer en gestionnaire de la démocratie de marché, la gauche européenne a certes démontré sa capacité à alterner avec la droite, mais elle semble impuissante à incarner une alternative durable au néolibéralisme. Pour tous ceux qui, à droite, estiment qu'une telle alternative est impensable, le socialisme n'est pas en crise, il est tout naturellement agonisant. C'est l'état d'esprit que M. Raffarin a exprimé en déclarant que, dans sa marche vers le paradis, la France était encore au "purgatoire, puisqu'il reste des socialistes". L'avenir ne serait donc pas à la refondation idéologique d'un socialisme moderne, mais à l'alternance d'un club de centre droit et d'un club de centre gauche partageant un même modèle de société, plus ou moins amendé selon les préoccupations prioritaires de leurs clientèles électorales respectives.

La tentation de la "troisième voie"

Cet état d'esprit n'est pas très éloigné de celui de quelques rares hommes de gauche qui, à l'instar de

Michel Rocard, constatent que "le capitalisme a gagné" et qu'en conséquence nous, les socialistes, "ne construisons pas la société de nos rêves", "nous nous défendons", c'est tout. Nous devrions alors avoir l'honnêteté de reconnaître que nous n'avons pas la capacité de proposer des réformes sensiblement différentes de celles de la droite. Dans cette optique, l'avenir du socialisme n'est pas la rénovation, c'est la mort. En France, la modernisation du PS consisterait dès lors à le convertir en parti de centre gauche - éventuellement allié à l'UDF - abandonnant à un "pôle de radicalité" les utopiques incantations gauchistes. Ce n'est heureusement pas là le point de vue dominant à gauche. Mais néanmoins, la façon dominante de poser la question d'un renouveau du projet socialiste n'évite pas sa dilution dans le centrisme. En effet, chez la plupart des "modernisateurs" déclarés en Europe, il est habituellement convenu que les mutations économiques et sociales des trente dernières années ont rendu obsolète un logiciel idéologique faisant la part belle à la régulation politique de l'économie, à la protection sociale, aux services publics, à la redistribution, à la mobilisation collective, bref à l'État et à la solidarité collective. Le socialisme moderne devrait donc renoncer à l'étatisme, s'adapter à la métamorphose du monde, sans pour autant adopter l'idéologie du tout marché qui gagne la droite. Il s'agit, comme l'a théorisé le sociologue anglais Anthony Giddens au milieu des années 1990, de trouver une "troisième voie" entre le socialisme ancien et le néolibéralisme.

Articulations

Pour un socialisme fidèle et moderne

Un diagnostic néolibéral qui ne dit pas son nom

Ce programme de recherche, popularisé par les discours et la politique de Tony Blair, s'appuie sur trois prétendus "constats", trois diagnostics sur l'état des sociétés capitalistes contemporaines. Je montrerai plus loin que ces prétendus constats sont une reconstruction idéologique et erronée de la réalité.

1er prétendu constat

La supériorité économique avérée de l'économie de marché sur la planification centralisée et l'effondrement consécutif des régimes communistes entraînent la généralisation du principe de libre concurrence et donc une intensification inédite de la compétition mondiale. L'impératif de compétitivité qui en résulte interdit l'usage des méthodes anciennes de régulation qui alourdissent les charges fiscales et sociales et entravent la flexibilité et la mobilité du travail et du capital. Un pays seul n'a pas les marges de manœuvre nécessaires pour imposer un modèle social original rejeté par ses concurrents.

2e prétendu constat

La tertiarisation, le déclin de la classe ouvrière, le progrès du niveau de vie et les mutations des modèles productifs engendrent une hétérogénéité sociale croissante. Le combat politique ne peut plus se poser en termes de lutte des classes ou d'affrontement travail-capital, car les lignes de partage de la société passent aujourd'hui à l'intérieur d'un salariat éclaté en multiples catégories, dont certaines ont des intérêts communs à ceux du capital, tandis que d'autres, exclues des fruits de la croissance et du marché du travail, ont des intérêts contradictoires avec ceux des travailleurs les mieux intégrés. Cela contraint les socialistes à rechercher une base électorale plus large et plus diversifiée.

3e prétendu constat

Les sociétés de marché avancées sont le lieu d'une mutation culturelle qui se traduit par une montée de l'individualisme et du consumérisme.

Il s'ensuit une résistance aux règles universelles imposées par l'autorité, un appétit de consommation personnelle diversifiée limitant la propension à financer des biens collectifs, bref une certaine dilution du sens de l'intérêt général et de la solidarité collective.

L'ambition essentielle de la troisième voie est de démontrer que, face à ces mutations, la gauche peut rester fidèle à ses valeurs tout en bouleversant ses instruments d'action pour y intégrer de façon pragmatique certaines des prescriptions libérales. Ainsi, puisqu'on ne peut échapper à ce fait incontournable qu'est la compétition mondiale exacerbée, le nouvel enjeu des politiques sociales est "l'égalité des chances" : il faut armer chacun pour le combat, en recentrant l'action publique sur la création d'un environnement familial et éducatif favorable et sur la formation-reconversion permanente. L'État n'a pas à défendre les salariés et les chômeurs contre les inéluctables effets de la compétition, mais doit mieux les préparer et les inciter à s'y engager pour devenir les acteurs de leur réussite. Il s'agit de remplacer une logique d'assistance par une philosophie de la responsabilité individuelle. D'où le slogan premier de la troisième voie : "pas de droits sans responsabilités".

Et côté stratégie, la troisième voie s'inspire de la tactique de "triangulation" testée par Bill Clinton : couper l'herbe sous le pied de la droite conservatrice, en reprenant certains de ses thèmes porteurs (sécurité, baisses d'impôts, responsabilité, etc.), et s'attacher l'électorat de gauche par quelques actions en faveur des classes défavorisées.

L'ennui majeur de ce diagnostic est qu'il est, en bien des points, semblable à celui des néolibéraux ; il a donc logiquement conduit des gouvernements sociaux-démocrates à recourir à des politiques habituellement recommandées par la droite libérale... au nom de la fidélité "modernisée" aux valeurs de la gauche !

Une stratégie vouée à l'échec

Les positions officielles des partis socialistes ou sociaux-démocrates sur cette "troisième voie" sont variées ; elles vont de l'adhésion du SPD allemand - qui en a proposé une variante plus libérale, le "nouveau centre" théorisé par Bodo Hombach - à la franche résistance du PS français. Mais dans la pratique, la gauche européenne a de fait souvent suivi les prescriptions libérales du blairisme. Elle a accepté ou contribué à la déréglementation des marchés, à la privatisation

Articulations

Pour un socialisme fidèle et moderne

progressive des services publics, à la flexibilisation du marché du travail, à la baisse des impôts sur le revenu et des cotisations sociales patronales. Elle nous a "vendu" l'euro, le marché unique et l'élargissement européens comme les meilleurs remparts contre la généralisation du modèle néolibéral. Mais, à l'arrivée, l'immense majorité des salariés - qui est encore composée d'ouvriers et d'employés aux salaires modestes - n'a vu que l'intensification du travail, la modération salariale et la multiplication des plans sociaux, concomitantes de l'amélioration des marges financières ; et elle n'a pas compris l'impôt rendu aux classes supérieures alors que, partout, se font sentir les besoins publics insatisfaits dans l'école, la justice, le logement social, l'hôpital public, etc.

Cette politique a conduit la gauche européenne au fiasco électoral. Son bilan économique et social plutôt favorable n'a pu compenser le brouillage de son identité. Une politique patchwork qui a été perçue comme un clientélisme centriste n'a pas fait gagner de voix sur l'électorat de droite. Elle a seulement découragé une part croissante de l'électorat de gauche qui ne faisait plus la différence entre gouvernements libéraux et socialistes.

Presque partout en Europe, l'indifférenciation des politiques, le centrisme, le discours du juste milieu, de l'adaptation aux contraintes, ont entraîné le recul des socialistes, la montée de l'abstention et l'essor du vote extrême.

Seules vraies exceptions, les sociaux-démocrates suédois et les travaillistes anglais doivent cependant leur salut à un programme recentré sur la promotion du service public.

La stratégie de la troisième voie est donc une impasse politique. Elle écartèle la gauche entre la "trahison moderne" de son idéal et la "fidélité archaïque" d'une extrême gauche protestataire. Pour sortir de cette funeste alternative, il faut dessiner la voie d'une "fidélité moderne" au projet socialiste et démontrer que la question de son renouveau peut se poser autrement qu'en termes de troisième voie entre socialisme et néolibéralisme.

1er postulat d'impuissance

Poser comme cadre impératif de toute politique l'exigence de compétitivité marchande dans une guerre économique mondiale toujours plus dure, c'est renoncer a priori à tout projet de transformation sociale. En effet, prendre la nature contemporaine de la concurrence comme une donnée incontournable force tout esprit cohérent à considérer ses effets constatés comme également incontournables : précarité et intensification du travail, recul des impôts et des biens publics, privatisation des assurances sociales et des services publics, montée des inégalités et de la violence, recentrage sur un État gendarme purement répressif puisque dépourvu des moyens de s'attaquer aux causes sociales de la violence.

Croire que l'on peut préserver un modèle social européen différent du néolibéralisme en faisant quelques concessions opportunes à cette logique de compétitivité est une douce illusion. Car la compétition ira croissante et, avec elle, le chantage à l'emploi et aux investissements qui justifie le dumping fiscal et social. Accepter aujourd'hui de céder au chantage et de se défendre à reculons face à une logique de guerre opposée à celle de la coopération solidaire, c'est accepter, dès le départ, de reculer jusqu'au bout.

Si le premier postulat est juste, il est parfaitement vain de chercher une autre voie que celle du néolibéralisme. Il n'y en a aucune. Et tous les chercheurs de énième voie ne feront que se ridiculiser dans de rocambolesques contorsions idéologiques qui les conduiront à prôner des politiques quasi semblables à celles de néolibéraux, mais au nom de valeurs radicalement opposées !

Il faudrait d'ailleurs être singulièrement inculte pour ne pas savoir que les valeurs de la troisième voie (l'égalité des chances et le culte de la responsabilité individuelle, entre autres) sont celles du néolibéralisme. L'affirmation "il n'y a pas de droits sans responsabilités", que Giddens présente comme le slogan résumant le mieux la "troisième voie" est en fait, mot pour mot, une citation de Margaret Thatcher !

XIII

Renoncer au postulat de l'impuissance

La rhétorique de la troisième voie n'échappe pas à cette règle : la réponse à un problème est presque entièrement contenue dans la façon de le poser. Ainsi, l'impasse où conduit cette rhétorique est déjà inscrite dans la posture initiale d'impuissance qui consiste à prendre les trois prétendus constats que nous avons présentés comme des invariants du monde bornant le champ des possibles. Cela revient à énoncer d'emblée trois postulats d'impuissance politique déniaient toute faisabilité à un quelconque projet de gauche.

2e postulat d'impuissance

Prendre acte du déclin d'une base électorale populaire pour en déduire la nécessité de programmes séduisant l'électorat traditionnel du centre et de la droite, c'est renoncer a priori à convaincre les classes aisées de soutenir des politiques plus favorables aux classes populaires, c'est se prédisposer à l'équilibrisme entre réformes de gauche et de droite, tactique qui a mené la gauche européenne au fiasco.

Tactique autoréalisatrice s'il en fut : se faire une raison de la désaffection des ouvriers et employés conduit à ne plus faire grand-chose pour la contrarier et donc à l'accentuer... et ainsi de suite.

Articulations

Pour un socialisme fidèle et moderne



L'alternance d'un club de centre droit et d'un club de centre gauche.

3e postulat d'impuissance

Prendre la montée de l'individualisme et du consumérisme comme des données irréversibles, c'est postuler que l'égoïsme et l'intoxication marchande ont déjà largement installé la culture d'une démocratie sans citoyens, c'est-à-dire d'une communauté de clients - de ce que j'ai appelé une "dissociété" -, c'est-à-dire encore le modèle de société dérégulée, "marchésée" et dépolitisée du néolibéralisme. Évitions à ce stade tout malentendu. Quoique, bien entendu, je les rejette, je ne soutiens pas que les hypothèses présentées ci-dessus et le modèle néolibéral sont impensables. Je dis seulement que ces hypothèses et ce modèle sont indissociables. Le programme de recherche de la troisième voie est en conséquence mort-né, parce qu'il reconnaît comme des lois irréversibles de la nature des mutations économiques, sociales et culturelles qui sont incompatibles avec un quelconque projet de gauche, aussi modéré soit-il. Ce programme part du constat d'une impuissance irréductible du politique face à certaines lois du marché pour s'interroger ensuite sur les moyens de restaurer le pouvoir du politique. C'est aussi absurde que de chercher à développer la puissance d'une voiture tout en admettant qu'il est impossible de lui installer un moteur !

Les prémisses d'un renouveau socialiste

Un quelconque renouveau du socialisme commence donc par une autre lecture de la métamorphose du monde, lecture alternative qui seule autorise une réponse alternative. Cela commence par l'adoption d'une culture vraiment "moderne", c'est-à-dire volontariste, émancipatrice et non adaptationniste. Cela continue concrètement par la construction d'une alternative économique au capitalisme patrimonial, et radicale de la stratégie électorale de la social-démocratie.

Primo : Évitions les contresens sur la modernité

Pour commencer, d'un point de vue méthodologique, être socialiste, c'est croire que le monde n'est pas ce qu'il est mais ce que l'on en fait, que les lois de l'économie restent les lois des hommes - façonnées par des institutions, des conventions sociales et des choix politiques -, c'est croire, enfin, que les croyances et les comportements sont influencés par l'environnement social dans lequel grandissent et vivent les individus. Les trois soi-disant "constats" qui induisent chez certains une logique d'adaptation du socialisme, ne sont donc pas des données exogènes, mais les résultats datés et mouvants d'une interaction sociale complexe dans laquelle l'action humaine délibérée joue un rôle essentiel. Puisqu'elle le peut donc, la politique doit adapter le monde à son projet et non l'inverse, façonner patiemment ses contraintes et des marges de manœuvre et non les subir. Cette attitude est la seule qui soit "moderne" au sens que la philosophie politique donne à ce terme, à savoir : l'esprit de liberté initié par les "Lumières", mouvement d'émancipation de l'humanité à l'égard de toutes les lois qu'elle ne se donne pas elle-même.

À l'opposé de cette démarche, bien des "modernisateurs" du socialisme ont pris le terme au sens trivial et assez creux du dictionnaire : "être de son temps". Alors, puisque notre temps est celui du renoncement politique, de la toute-puissance des marchés, de la guerre économique et de la dépolitisation, leur socialisme moderne consiste à adapter la politique à l'impuissance du politique !

Secondo : Une économie alternative est possible

Au terme de vingt ans de libéralisation croissante de l'économie mondiale, on observe encore une grande diversité, de la protection sociale, du droit du travail ou de la dispersion des salaires. C'est bien le signe que le modèle de société reste largement déterminé par des rapports de force et des choix politiques localisés et qu'il est encore temps de choisir la suite de l'histoire. Par ailleurs, des pays comme la France ou des pays scandinaves restent en réalité parmi les plus attractifs pour les investisseurs étrangers, en dépit de leurs coûts salariaux, de leurs impôts, de leurs charges sociales tant décriés par les tenants de l'attractivité fiscale du territoire. C'est que l'attractivité d'un pays tient aussi à la qualité de l'éducation, de la formation, de la recherche, des infrastructures, du cadre de vie, des synergies industrielles, de l'environnement, etc. Une politique sociale et industrielle active permet donc à une nation de choisir comment elle veut être compétitive et quel type d'activité elle veut attirer. Le socialisme moderne ne refuse pas la compétition, mais il la conçoit comme un outil et non comme une contrainte

Articulations

Pour un socialisme fidèle et moderne

imposée par les lois de la nature. C'est pourquoi, notamment, il exclut les biens publics de la libre compétition marchande parce que l'intérêt général exige qu'ils soient également accessibles à tous et non pas seulement en fonction des moyens et arbitrages financiers des individus.

Dans la sphère marchande, le socialisme moderne croit aux vertus de la concurrence régulée ; mais il refuse la guerre économique sans frein qui s'étend au détriment de l'égalité, de la dignité des salariés, de la cohésion sociale et de l'environnement. Il use donc pleinement des normes sociales et environnementales, de la fiscalité et des investissements publics pour changer l'enjeu du concours entre les nations et les individus : faire en sorte que le but du jeu soit la qualité de vie pour tous, la satisfaction de bien vivre ensemble, plutôt que l'accumulation réservée aux gagnants d'une lutte sans fin.

Cette alternative au capitalisme patrimonial au service exclusif des actionnaires est tellement possible... qu'elle existe déjà ! Le dynamisme des entreprises coopératives, des mutuelles, des associations constituant un vaste secteur d'économie sociale et solidaire, démontre la compatibilité d'une économie efficace, et même compétitive, en l'absence de toute recherche d'un profit privé. Aux États-Unis, temple du capitalisme patrimonial, les entreprises familiales non cotées en bourse affichent en moyenne des résultats supérieurs aux entreprises tenues d'optimiser la "création de valeur" pour l'actionnaire !

Nous évoluons donc dans des "économies plurielles" (plus diversifiées que ce que l'on entendait par "économie mixte") où la preuve est faite que l'incitation à maximiser le profit n'est en rien indispensable à la performance économique. Il suffit d'un peu de volonté politique et d'imagination pour éviter que cette "économie plurielle" ne se délite en économie unidimensionnelle commandée par l'obsession de la rentabilité marchande. Le politique peut systématiquement favoriser le développement des services publics, des coopératives, des mutuelles, de l'économie solidaire, au lieu de les condamner, par le jeu de la libre concurrence, à se comporter peu à peu comme des entreprises capitalistes.

Il faut bien entendu s'efforcer de faire avancer cette vision au sein de l'Union européenne, qui offrirait le cadre optimal pour imposer un modèle social progressiste. Mais certains instrumentalisent cette évidente nécessité pour étouffer tout volontarisme au plan national : au prétexte que l'on ne pourrait "faire le socialisme dans un seul pays", ils ne nous proposent guère mieux que de nous résigner à ne le faire dans aucun. L'Union européenne dominée par la vision adaptationniste devient toujours davantage l'outil qui renforce l'impuissance nationale sans la compenser par un renforcement du politique au niveau européen.

Si l'on se contente d'attendre que tous les autres veuillent instaurer le socialisme moderne, on ne récoltera que la généralisation de la société de marché. La vision progressiste n'avancera réellement que si quelques pays sont déterminés à ne pas attendre que les autres commencent et à considérer cette finalité sociale comme une condition sine qua non d'un approfondissement de l'Union. La France doit être l'un de ces pays-là, et les socialistes doivent être de ceux qui conduisent la France à en être.

Tertio : Une stratégie électorale moderne

La logique adaptationniste a conduit les socialistes et sociaux-démocrates européens (comme la plupart des mouvements politiques) à suivre le penchant naturel de la démocratie d'opinion : l'enlèvement dans un marketing politique médiocre et à courte vue qui additionne les soutiens achetés par une collection de mesures disparates.

La logique authentiquement "moderne" implique de rassembler sur une volonté de maîtriser collectivement notre histoire et de construire une société plus juste. La seule réponse socialiste envisageable à l'hétérogénéité sociale et à la conflictualité des intérêts, c'est la promotion de la République laïque et sociale qui garantit l'épanouissement de toutes les identités personnelles, en les unissant dans une communauté solidaire offrant à tous une égale capacité d'épanouissement. La mutation stratégique que doivent opérer les socialistes consiste donc à renoncer définitivement au marketing frileux qui évite les marqueurs idéologiques trop nets pour ne pas effrayer les électeurs supposés indécis. L'indécision naît justement de la confusion des marques. La seule stratégie moralement digne - et à terme politiquement efficace - consistera au contraire à opposer le projet socialiste d'une société pacifiée par l'égalité et la solidarité à celui d'une société de marché fondée sur la libre compétition généralisée. Pas plus que par le passé, les cadres supérieurs ne voteront à gauche parce qu'ils espèrent en retirer des avantages fiscaux supérieurs aux promesses des libéraux, mais parce qu'ils préféreront payer l'éducation, la santé et la retraite de leurs concitoyens pour progresser vers une société plus juste, plus solidaire, plus vivable, qu'ils seront fiers de léguer à leurs enfants. Parce qu'ils mourront la conscience plus tranquille d'avoir voulu une société sans perdants que d'avoir été dans le camp des gagnants. Alors tant qu'à faire du marketing, que les socialistes fassent du bon marketing ! Faire le pari que la clientèle potentielle d'un projet socialiste, c'est tout le monde : voilà leur seule chance de revenir au pouvoir avec les moyens de mettre en œuvre leur projet.

Trois féministes pointent du doigt la domination masculine

La gauche européenne a l'impression d'avoir désormais pleinement pris en compte le combat pour les droits des femmes. Mais a-t-elle réellement pris la mesure de toutes les dimensions de celui-ci et de la force des obstacles qui s'y opposent ? Trois féministes, qui n'en développent pas moins des points de vue pas forcément similaires sur un certain nombre de questions, Monique Dental, coordinatrice des activités en réseau du collectif féministe Ruptures, Meriem Derkaoui, membre du Collège exécutif du PCF, chargée de la solidarité internationale en direction des femmes, et Marie-Victoire Louis, chercheuse au CNRS, dressent un tableau sans concession sur la domination masculine. Et montrent du doigt aussi bien le libéralisme que le patriarcat. Entretien.



Trois féministes pointent du doigt

Estimez-vous que la situation des femmes dans le monde évolue positivement ou négativement ?

Marie-Victoire Louis. Il faut d'abord connaître la gravité des effets séculaires de la domination masculine sur les femmes. Un rapport de l'ONU de 1980 affirmait : " Les femmes constituent la moitié de la population mondiale, effectuent presque les deux tiers des heures de travail, reçoivent un dixième du revenu national et possèdent moins de 1 % de la propriété mondiale ". Le scandale - le terme est faible - est là. Il ne fait, par ailleurs, aucun doute que la logique économique libérale, qui entérine, renforce le plus souvent, les systèmes patriarcaux, exerce ses effets les plus violents, d'abord et avant tout sur les plus pauvres, les plus faibles. Et surtout, sur les moins politiquement organisé(e)s. C'est-à-dire d'abord et avant tout sur les femmes. À cette réserve près, qu'une fraction relativement importante des femmes des pays riches - dont je fais partie - bénéficie aussi de ce système ; qu'une fraction beaucoup plus faible des femmes des pays pauvres se voient accorder certaines miettes. Et qu'un certain nombre de femmes, y compris celles qui s'affirment féministes, justifient, ne serait-ce que par leur silence, la domination économique libérale patriarcale.

Monique Dental. Il ne fait aucun doute que la tendance partout dans le monde est à la régression, c'est ce que nous avons constaté à New York à la session de l'ONU " Pékin + 5 ". Dans les pays où des lois ont été promulguées, les droits des femmes stagnent et sont souvent remis en cause, alors que dans d'autres pays, le plus grand obstacle à l'évolution de la situation des femmes, c'est l'organisation du système patriarcal. Ce sont les femmes du tiers-monde qui le disent en dénonçant les mœurs, les traditions, les coutumes religieuses. Face à cela, elles exigeaient des lois égalitaires harmonisées pour toutes les femmes dans le monde et la mise en conformité du droit international avec la plate-forme finale d'action à Pékin de 1995.

Articulations

Table ronde

Meriem Derkaoui. Ce qui est nouveau à mon sens ce n'est pas le statut d'infériorité dans lequel on maintient les femmes. Depuis des siècles, elles vivent sous le joug de la famille, du patriarcat et de l'intégrisme, avant même que celui-ci n'apparaisse comme force politique. Moi, je suis frappée par la prise de conscience au niveau mondial. De ce point de vue là, les rencontres internationales, comme celle qui s'est tenue à New York, contribuent à alerter l'opinion. Cela dit, je partage l'avis de Monique au sujet de la promulgation des lois. Il existe des dizaines d'États où la situation des femmes est digne du Moyen Âge. Il y a au moins 35 pays où près de 40 % de femmes subissent les violences conjugales. Ces actes doivent être punis par la loi.

Diriez-vous que le libéralisme et le patriarcat se nourrissent l'un de l'autre, comme le souligne la plate-forme de la marche mondiale des femmes ?

Monique Dental. Oui et non. À la fois ils s'alimentent l'un de l'autre, et en même temps le patriarcat exacerbe les effets du libéralisme. Ce qui est important, c'est de voir comment ils interagissent mutuellement et la différence qu'ils produisent, car les conséquences ne sont pas les mêmes pour les femmes et les hommes. La féminisation de la pauvreté dans le monde en est un exemple. Le fait que tout soit considéré comme une marchandise par le libéralisme mondialisé l'amène à rentabiliser la prostitution et la pornographie, qui ne sont plus perçues comme une exploitation du corps des femmes et des enfants, d'où la tentative de reconnaître la prostitution comme profession. Mais, ce qui diffère, c'est l'augmentation et l'exacerbation des violences patriarcales subies par les femmes, comme l'ont démontré les conflits armés de ces dernières années. Ces conflits sont le produit direct du système patriarcal accentuant les formes d'exploitation du libéralisme. Ainsi, on voit bien comment exploitation capitaliste et oppression de sexe s'alimentent et doivent être combattues ensemble pour parvenir à un changement social.

Marie-Victoire Louis. J'aimerais qu'il ne s'agisse pas que de mots. Et de toute façon il ne s'agit que de constat. Les plates-formes de la marche mondiale, européenne et française des femmes sont tout à fait insuffisantes. Où sont les revendications pour l'abolition des codes de la famille et du statut personnel qui fondent et justifient les plus scandaleux dénis de justice dont les femmes sont les objets ? Où sont les critiques de la complicité entre les multinationales, les mafias, les États et les " clients " concernant la légitimation actuelle de la prostitution comme simple activité économique ? Par ailleurs, si le libéralisme et le patriarcat se renforcent en règle générale, leurs effets, leur logique n'est pas la même. Ainsi, le libéralisme dominant brise aussi les soubassements des pouvoirs masculins. Il a en effet intérêt à faire éclater la structure familiale pour libérer

une certaine force de travail des femmes, encore moins coûteuse que celle des hommes ; à s'attaquer au harcèlement sexuel qui maintient sur le marché du travail, du seul fait de leur sexe, des hommes qui peuvent s'avérer moins rentables que les femmes ; à diffuser la contraception pour éviter des explosions sociales. Bref à " jouer ", à son profit, de la concurrence entre les sexes. Il est donc, dans cette oppression grandissante entre les hommes et les femmes, très largement responsable des violences masculines, par lesquelles les hommes tentent de résister à ce qu'ils vivent, à juste titre, comme une dépossession partielle de leurs pouvoirs ancestraux sur les femmes. La croissance des intégrismes puisent là, sans doute, le fondement essentiel de leur succès.

Meriem Derkaoui. Pour moi, il est évident que le libéralisme et le patriarcat se nourrissent l'un de l'autre. Ils n'ont aucun intérêt à ce que les sociétés bougent dans le sens de l'émancipation des femmes et donc de l'émancipation humaine. Les femmes font évoluer la question de la citoyenneté face aux rapports de domination, de sexe ou de classe. Et pas uniquement dans les sociétés où le patriarcat est érigé en système, à la fois juridique et social.

La situation est-elle la même pour des Africaines, des Asiatiques ou des Américaines ?

Marie-Victoire Louis. Les femmes, dans le monde entier, sont dominées par les hommes. Le patriarcat est le seul système actuel réellement universel. Dès lors, toutes les femmes du monde, sans exception, ont été l'objet de violences masculines. Une femme qui refuserait ce constat ne serait pas, pour moi, crédible. Il faut éviter toute position politique normative qui ne peut que reproduire les inégalités déjà existantes. Aussi, le discours occidental dominant actuel consiste à poser les femmes des pays démocratiques comme devant être le référent sans, dans le même temps, dénoncer la domination masculine que lesdites démocraties ont entérinée. Les féministes seront d'autant plus crédibles qu'elles dénonceront d'abord ce qui se passe dans leur propre pays.

Meriem Derkaoui. Il ne serait pas juste de penser que les femmes occidentales se portent bien, mais il convient de relativiser leur situation par rapport à celle de millions de femmes confrontées à une vie dramatique. Des femmes sont interdites d'école, il y a celles que l'on marie de force, que l'on tue brûlées avec le kérosène. Le monde occidental doit regarder de l'autre côté, soit au sud, soit à l'est.

Monique Dental. La domination masculine, c'est-à-dire le patriarcat, l'oppression de sexe, ou les discriminations comme on le dit aujourd'hui, touchent

Articulations

Table ronde

les femmes du monde entier, quelles que soient les différences de situation liée à l'origine de classe, l'histoire des systèmes économiques, culturels et politiques dans lesquels nous vivons. C'est ce que le féminisme radical des années soixante-dix a démontré et c'est cette unité de l'oppression de sexes dans la diversité des situations qui a produit des solidarités. Ce qui me frappe quand on parle de la mondialisation, c'est l'absence de prise en compte par les partis et les syndicats d'une analyse intégrant une vision de genre de la société. Du coup, ils retombent dans les analyses classiques privilégiant la lutte contre l'exploitation capitaliste et font de l'oppression des sexes une question relevant du spécifique et non du général, alors qu'une vision sexuée interroge toutes les questions d'actualité et de société.

Comment expliquez-vous cette tolérance de la part des gouvernements, des partis politiques, des syndicats et de la société tout entière face à la domination masculine ?

Monique Dental. C'est une question de pouvoir, plus il échappe aux hommes, plus la tolérance est un recours à l'expression de l'aliénation, car ce sont les mentalités patriarcales qui perdurent et empêchent de réaliser l'égalité des sexes. Cette conception du pouvoir repose sur la séparation sexuée des tâches dans la société patriarcale. Les femmes intériorisent la culpabilité, si elles veulent continuer à travailler, elles doivent articuler " l'ensemble de leurs activités sans remettre en cause les responsabilités familiales qui leur incombent encore principalement. Les hommes, eux, intériorisent la reproduction des archétypes masculins qui justifie leur position de pouvoir dans la société. C'est cela maintenant qu'il faut changer. C'est pourquoi notre objectif,

c'est la parité politique (50/50) dans le monde pour 2005, un quota de 30 % de femmes dans toutes les structures de décisions.

Meriem Derkaoui. C'est effectivement une question de pouvoir qui apparaît davantage aujourd'hui. Les sociétés ont été structurées, façonnées par le patriarcat. Cette domination vient de loin, pas seulement de l'éducation, mais de l'évolution humaine. Depuis qu'il existe une réelle prise de conscience sur les droits des femmes, la question du partage du pouvoir est devenue complexe. Ne nions tout de même pas l'existence d'une grande résistance des femmes et aussi des hommes contre les inégalités et injustices faites aux femmes. Ces nouvelles luttes, auxquelles participent de plus en plus de jeunes féministes, vont être une réponse à ceux qui estiment qu'après tout la société fonctionne bien comme ça.

Marie-Victoire Louis. Le mot " tolérance " me gêne. Il ne convient pas, car il tend à occulter le fait que des millions de femmes, tous les jours, se battent et dénoncent les hommes, " leurs " hommes, dans la vie quotidienne, dans la rue, dans les couples (divorces, pensions alimentaires, garde d'enfants), au travail, dans les grèves, les partis, les syndicats. Toutes les femmes résistent, quelquefois gagnent, le plus souvent perdent. Et nombreuses sont celles qui sont tuées pour avoir simplement voulu vivre " libres ". Les féministes doivent être beaucoup plus près de ces combats quotidiens, prêtes à les relayer, à même de les analyser et décider à les traduire en enjeux politiques.

Réalisée par Mina Kaci

XVIII

La gauche et les enjeux écologiques au XXI^e siècle

*Par Philippe Corcuff **

La gauche peut-elle se contenter de combiner les revendications de protection de l'environnement à une adhésion inaltérée à une philosophie du progrès et de la croissance ? Ou doit-elle repenser en profondeur le " logiciel " de son projet politique et social ?

Il existe différents niveaux d'analyse des enjeux écologiques aujourd'hui pour la gauche. Je privilégierai ici le niveau de la philosophie politique, c'est-à-dire celui qui concerne le " logiciel "

d'émancipation à élaborer collectivement et de manière pluraliste pour le XXI^e siècle. Ou encore le cadre civilisationnel à reconstruire au sein duquel des propositions concrètes pourraient être faites, des débats être menés, des oppositions entre des orientations politiques se structurer. Mon hypothèse directrice est que " la question écologiste " pourrait participer avec d'autres questions (comme " la question individualiste " ou " la question féministe ") à la redéfinition du cadre civilisationnel de la gauche. Dans notre modernité, on a connu deux grandes politiques d'émancipation : la politique républicaine-démocratique



Articulations

La gauche et les enjeux écologiques au XXIe siècle

(qui émerge avec les Lumières du XVIIIe siècle et la Révolution française) et la politique socialiste au sens large (qui se développe aux XIXe et XXe siècles). Aujourd'hui, il me semble qu'il s'agit d'inventer une nouvelle politique d'émancipation à partir des deux précédentes, mais en se déplaçant par rapport à elles. Ce serait une politique républicaine-démocratique et socialiste, mais aussi post-républicaine et post-socialiste. La galaxie altermondialiste pourrait en devenir le creuset principal.

La question écologiste constitue un des défis principaux qui pousse à cette refondation. Car la gauche républicaine comme la gauche socialiste ont hérité d'une vision contestable du " progrès " (avec un grand P) basée sur la perspective d'une amélioration nécessaire, inéluctable et illimitée, passant de manière pri-vilégiée par le développement scientifique et technique perçu comme intrinsèquement positif. Il ne s'agit certes pas d'abandonner la possibilité de progrès, ni de diaboliser les sciences et les techniques, mais d'interroger la croyance absolue dans " le Progrès " à l'aune de la finitude de la planète, de l'ampleur des risques techno-scientifiques actuels ou des effets de nos actes présents sur les possibilités mêmes de vie des générations futures. Repenser des progrès possibles, en faire les objets d'un pari politique, et non une " loi " intangible de l'histoire des sociétés humaines : voilà qui est susceptible d'ébranler l'ensemble des forces de gauche. Cela appelle une série de clarifications.

Primo : Le néolibéralisme, en tant qu'entreprise de marchandisation de l'humanité et de son environnement, ne peut que s'opposer à une prise en compte sérieuse de la question écologiste. Au-delà même de son cours néolibéral, le capitalisme, avec sa logique du profit, ne peut que tronquer les revendications écologistes. Toutefois, en même temps, l'antilibéralisme et l'anticapitalisme ne suffisent pas à intégrer la question écologiste. Comme l'a écrit de manière provocatrice le militant écolo-libertaire Stéphane Lavignotte : " Nos vies valent plus que la seule critique de leurs profits ! "

Secondo : Aucune force de gauche ne peut échapper au questionnement de ses modes de pensée (...). Mais l'antériorité des Verts sur ce terrain n'est pas tout à fait un gage de réflexion radicale : en se concevant trop souvent comme une " entreprise politique " bénéficiant d'un quasi " monopole " du " label " écologiste, les Verts tendent à glisser aujourd'hui dans une paresse intellectuelle confondant l'évidence d'une " marque électorale " avec les enjeux intellectuels d'une philosophie politique écologiste. Quant à la gauche socialiste, majoritairement sociale-libérale, elle a beaucoup perdu de sa crédibilité en la matière comme en d'autres.

Tertio : Il n'y a pas de recette magique dans cette nouvelle élaboration. Il faudrait ainsi abandonner les restes de prestidigitation d'inspiration hégélienne que nous avons fréquemment retirés de notre formation marxiste. Je pense à la fameuse triade thèse-antithèse-synthèse, débouchant sur une synthèse finale harmonieuse supprimant les contradictions sociales. Il faudrait plutôt se tourner ici vers les critiques que le socialiste libertaire Proudhon a faites à Hegel. Proudhon parlait d'une " équilibration des contraires ", dans la perspective d'une société meilleure aménageant démocratiquement les contradictions et les conflits, dont certains sont susceptibles de se déployer de manière infinie. Par exemple, entre le goût de la lenteur et le goût de la vitesse, entre les plaisirs de l'ascèse et les plaisirs de la dépense, entre les joies du " vivre au pays " et les joies du voyage, entre le désir de travail et le désir d'oisiveté, entre les aspirations de l'individualité et les protections de la solidarité collective, etc. Cependant, les marxistes traditionnels (avec la supposée " dernière instance " jouée par la contradiction capital-travail sur l'ensemble des rapports sociaux) comme certains théoriciens actuels de la décroissance (n'ont-ils pas choisi, définitivement, la lenteur, l'ascèse et le " vivre au pays " contre la vitesse, la dépense et le voyage ?) tombent encore dans le piège magique et ne s'affrontent pas pleinement à l'exigence de pluralité. Ce qui supposerait admettre du contradictoire, de l'incertain et de l'indécidable, là où les contes de Noël nous promettent une éternelle harmonie. Nous deviendrions alors radicaux et mélancoliques.



XIX

(*) Maître de conférences de sciences politiques, membre du conseil scientifique d'ATTAC. Auteur des Grands Penseurs de la politique - Trajets critiques en philosophie politique (Éditions Armand Colin), et co-auteur d'Écologie et Socialisme (Éditions Syllepse, 2005).

inscriptions

Vous désirez participer à une de nos activités ?

1) Téléphonnez entre 9h30 et 12h pour connaître les possibilités d'inscription au 067/21.94.68 (n° général) ou au 067/89.08.65 pour les formations monde associatif, tout public et au 067/89.08.66 pour les séminaires.

2) Renvoyez le bulletin endéans les 5 jours ouvrables, confirmant ainsi votre inscription téléphonique.

3) Effectuez le paiement au compte n° **877-5094801-83**. Votre inscription deviendra effective dès réception du paiement sur notre compte. Si vous n'êtes pas titulaire du compte par lequel se fait le versement, veillez à ce que votre nom apparaisse dans la zone communication.

Bulletin d'inscription à renvoyer

au CESEP rue de Charleroi, 47 à 1400 Nivelles
Fax : 067/21 00 97 - infos@cesep.be - www.cesep.be

Faites-nous connaître votre nouvelle adresse ou l'erreur que vous souhaitez rectifier dans votre adresse actuelle :
myriam.claessens@cesep.be
 en mentionnant votre numéro personnel [chiffres figurant à gauche au bas de votre adresse]

Rappel : si vous vous inscrivez à une formation, vous recevez gratuitement le journal pendant un an

Sur simple demande, ce périodique peut vous être envoyé sous format .pdf :
 veuillez signaler votre adresse mail à **myriam.claessens@cesep.be**

EN MAJUSCULES s.v.p

Nom : M. - Mme

Prénom

Profession

Age

Adresse privée - adresse professionnelle *

Association

Rue

N °

Bte

Code postal

Localité

Téléphone privé et/ou GSM

Téléphone travail

E-mail

S'inscrit à la formation / séminaire *

Référence

Qui a lieu du au

Date

Signature

* [barrez la mention inutile]